

**Arrêté préfectoral
portant mise en demeure
à l'encontre de la société TIMAC AGRO, située à Tonnay-Charente**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.171-8 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice Blondel, Préfet de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 autorisant la société TIMAC AGRO à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente ;
- Vu** l'arrêté complémentaire du 18 mars 2019 modifiant les prescriptions de l'arrêté susvisé ;
- Vu** l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2008 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019 qui prescrit la réalisation d'une dispersion des émissions atmosphériques et la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) ;
- Vu** le rapport « diagnostic complémentaire et interprétation de l'État des Milieux (IEM) », réalisé par HPC Envirotec, en date du 13 février 2023 et référencé HPC-F 2A/2.21.5420d et transmis par TIMAC AGRO le 31 mars 2023 ;
- Vu** le courrier de l'inspection en date du 12 mai 2023 demandant à TIMAC AGRO des éléments complémentaires sur l'IEM transmise en mars 2023 ;
- Vu** le rapport « diagnostic complémentaire et interprétation de l'État des Milieux (IEM) », réalisé par HPC Envirotec, en date du 24 octobre 2023, référencé HPC-F 2A/2.21.5420d et transmis par TIMAC AGRO le 2 novembre 2023 en réponse à la demande de compléments précitée ;
- Vu** le rapport de l'inspection en date du 18 janvier 2024 ;
- Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 15 février 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1^{er} mars 2024 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 29 août 2024 rappelant à Timac Agro la nécessité de disposer d'une IEM conclusive à l'automne 2024 ;
- Vu** le courrier de Timac Agro du 15 octobre 2024 indiquant que la nouvelle version de l'IEM ne pourra en aucun cas intervenir avant le deuxième trimestre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection en date du 20 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à la société Timac Agro par courrier du 26 décembre 2024 ;

Vu les observations formulées par la société Tima Agro par courrier du 29 janvier 2025 ;

Considérant que depuis l'édition de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019 précité, de nombreux documents ont été adressés à l'administration et de nombreuses demandes de compléments ont été formulées par l'inspection :

- Le 10 juin 2020, l'exploitant a transmis une « Evaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques du site » - GES – Mai 2020 (rapport n° 18575) ;
- Le 10 juillet 2020 un rapport de l'inspection des installations classées a sollicité de l'exploitant la fourniture de compléments à l'étude transmise le 10 juin 2020 ;
- Le 31 décembre 2020, l'exploitant a transmis une version mise à jour de l'« Évaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques du site » - GES – Décembre 2020 (rapport n° 18571) ;
- A la suite d'une visite de l'inspection des installations classées sur le site de l'exploitation en date du 20 mai 2021, un rapport de l'inspection en date du 29 juillet 2021 a sollicité de l'exploitant la fourniture de compléments aux données déjà transmises ;
- Lors d'une réunion avec l'exploitant en date du 22 septembre 2021, des compléments de l'IEM ont été demandés à l'exploitant, et que ces demandes ont été réitérées par un courrier en date du 13 octobre 2021 ;
- En décembre 2022, le bureau d'étude HPC Envirotec a procédé à des prélèvements complémentaires sollicités par l'inspection ;
- Le 31 mars 2023, l'exploitant a transmis à la Préfecture le rapport « Diagnostic complémentaire et interprétation de l'État des milieux » (HPC-F 2A/2.21.5420 d - V0) en date du 13 février 2023 ;
- Lors d'une réunion en date du 9 mai 2023, l'inspection des installations classées a sollicité des compléments au rapport du 13 février 2023 d'HPC Envirotec, et ces demandes ont été formalisées par un courrier en date du 12 mai 2023 ;
- Un courrier de l'exploitant en date du 26 juin 2023 a fourni des premières réponses aux demandes de compléments sollicitées au sein du courrier du 12 mai 2023 ;
- Le 2 novembre 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du rapport « Diagnostic complémentaire et interprétation de l'État des milieux » (HPC-F 2A/2.21.5420 d - V1) en date du 24 octobre 2023 ;

Considérant qu'il ressort du rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 janvier 2024 que, malgré les échanges intervenus entre l'exploitant et l'inspection des installations classées, l'IEM transmise le 2 novembre 2023 ne répond toujours pas aux demandes formulées dans la demande de compléments en date du 12 mai 2023 ; notamment que :

- certaines voies de transfert ne sont pas étudiées par le bureau d'étude alors qu'elles ont été identifiées dans le schéma conceptuel : inhalation de poussières, ingestion de légumes autoproduits ;
- Les éléments transmis par l'exploitant ne se concentrent que sur les parcelles investiguées par HPC Envirotec. Aucune information n'est donnée quant aux risques sanitaires potentiels des autres parcelles du lotissement ;
- Les éléments transmis ne permettent toujours pas de déterminer clairement, et pour l'ensemble des parcelles du lotissement, si leur usage actuel est compatible avec leur état de pollution réel.

Considérant en définitive que cette IEM n'est toujours pas suffisante pour appréhender la situation de l'ensemble de la zone afin de pouvoir déterminer la nature des actions à mener notamment pour chacune des parcelles du lotissement voisin ;

Considérant qu'après plusieurs demandes de l'inspection, les prescriptions de l'arrêté du 18 mars 2019 ne sont toujours pas respectées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TIMAC AGRO de respecter les prescriptions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La société TIMAC AGRO, dont le siège social est situé au 27 avenue Franklin Roosevelt – 35400 SAINT MALO, exploitant une installation de fabrication d'engrais sise 21 avenue du Pont Rouge sur la commune de Tonnay-Charente, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2019, en transmettant **avant le 31 mars 2025** une interprétation de l'état des milieux portant sur les enjeux identifiés autour de son site de Tonnay-Charente au travers notamment du schéma conceptuel **et permettant de déterminer, pour les parcelles concernées par d'éventuelles pollutions, si leur usage actuel est compatible avec leur niveau de pollution.**

Cette interprétation de l'état des milieux devra être conforme aux exigences nationales.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Timac Agro.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Monsieur le Sous-Préfet de Rochefort,
- Monsieur le Maire de la commune de Tonnay-Charente,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 10 FEV. 2025

Le Préfet,



Brice BLONDEL